

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 mars 2021

PROPOSITION DE LOI

**complétant la loi
du 5 août 1992
sur la fonction de police
en vue de présenter au public
les objets retrouvés et saisis**

**AVIS DE L'ORGANE DE CONTRÔLE
DE L'INFORMATION POLICIÈRE**

Voir:

Doc 55 **0781/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mmes *Kitir* et Depraetere.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 maart 2021

WETSVOORSTEL

**tot aanvulling van de wet
van 5 augustus 1992 op het politieambt
teneinde teruggevonden en in beslag genomen
voorwerpen kenbaar te maken
aan het publiek**

**ADVIES VAN HET CONTROLEORGaan
OP DE POLITIONELE INFORMATIE**

Zie:

Doc 55 **0781/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de dames *Kitir* en Depraetere.

04207

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



1/10

ORGANE DE CONTRÔLE DE L'INFORMATION POLICIÈRE

Votre référence	Notre référence	Annexe(s)	Date
	DA210002		8/03/2021

Objet : Avis relatif à la proposition de loi 0781/001 complétant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis

L'Organe de contrôle de l'information policière (ci-après le 'COC' ou l'Organe de contrôle).

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (M.B. du 5 septembre 2018, ci-après 'la LPD'), en particulier l'article 71 et le Titre VII, en particulier l'article 236.

Vu la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données (ci-après la 'LAPD').

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (ci-après la 'LFP').

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (ci-après la 'LPI').

Vu la *Law Enforcement Directive* 2016/680 du 27 avril 2016 (ci-après la *LED*).

Vu la loi du 25 décembre 2016 relative au traitement des données des passagers.

Vu la demande adressée par la Présidente de la Chambre en date du 02/02/2021 à l'Autorité de protection des données (APD) en vue d'émettre un avis concernant la proposition de loi susmentionnée.

Vu la transmission par l'APD, en date du 3 février 2021, de la demande susmentionnée à l'Organe de contrôle.

Vu le rapport de Monsieur Frank Schuermans, membre-conseiller de l'Organe de contrôle.

Émet, le 8 mars 2021, l'avis suivant.

...

I. Remarque préalable concernant la compétence de l'Organe de contrôle

1. À la lumière respectivement de l'application et de la transposition du Règlement 2016/679¹ et de la Directive 2016/680², le législateur a remanié en profondeur les tâches et missions de l'Organe de contrôle. L'article 4 §2, quatrième alinéa de la LAPD dispose qu'à l'égard des services de police au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les compétences, missions et pouvoirs d'autorité de contrôle tels que prévus par le Règlement 2016/679 sont exercés par l'Organe de contrôle.

2. L'Organe de contrôle doit être consulté lors de la préparation de la législation ou d'une mesure réglementaire ayant trait au traitement de données à caractère personnel par les services de police de la police intégrée (voir les articles 59 §1^{er}, 2^e alinéa et 236 §2 de la LPD, l'article 36.4 du RGPD et l'article 28.2 de la directive Police-Justice ou *LED*). L'Organe de contrôle a dans ce contexte pour mission d'examiner si l'activité de traitement projetée par les services de police est conforme aux dispositions du Titre 1^{er} (pour les traitements non opérationnels)³ et du Titre 2 (pour les traitements opérationnels) de la LPD⁴. En ce qui concerne en particulier les activités de traitement dans le cadre des missions de police administrative et/ou judiciaire, l'Organe de contrôle émet dès lors des avis soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou de la Chambre des Représentants, d'une autorité administrative ou judiciaire ou d'un service de police, concernant toute matière ayant trait à la gestion de l'information policière telle que régie par la Section 12 du Chapitre 4 de la loi sur la fonction de police⁵.

3. Par ailleurs, l'Organe de contrôle est également chargé, à l'égard des services de police, de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (en abrégé 'AIG'), telle que visée dans la loi du 15 mai 2007 sur l'Inspection générale, et de l'Unité d'information des passagers (ci-après dénommée en abrégé 'BELPIU') visée au Chapitre 7 de la loi du 25 décembre 2016, de la surveillance de l'application du Titre 2 de la LPD et/ou du traitement de données à caractère personnel tel que visé aux articles 44/1 à 44/11/13 de la loi sur la fonction de police, et/ou de toute autre mission qui lui est confiée en vertu ou par d'autres lois⁶.

¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données ou « RGPD »).

² Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil (ci-après dénommée « directive Police-Justice » ou *Law Enforcement Directive (LED)*).

³ Article 4 §2, 4^e alinéa de la LAPD.

⁴ Article 71 §1^{er}, 3^e alinéa de la LPD.

⁵ Articles 59 §1^{er}, 2^e alinéa et 236, §2 de la LPD.

⁶ Article 71, §1^{er}, troisième alinéa juncto article 236, §3 de la LPD.

4. Enfin, l'Organe de contrôle est compétent à l'égard du Service Contentieux de l'Administration générale des Douanes et Accises en ce qui concerne les réquisitions adressées par ce service à la BELPIU dans des matières fiscales, et ce en vertu de l'article 281 §4 de la loi générale *sur les douanes et accises* du 18 juillet 1977, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2019 *modifiant diverses dispositions relatives au traitement des données des passagers*.

II. Objet de la demande

5. Le demandeur a adressé à l'Autorité de protection des données une demande d'avis concernant une proposition de loi complétant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis (ci-après dénommée 'la proposition de loi'). Dans le formulaire de demande d'avis complété qui a été adressé à l'APD, les services de police ont été cochés à la rubrique 4 de la Partie 2, et plus spécifiquement en réponse à la question de savoir si « *le projet a trait à ou implique un (des) traitement(s) de données à caractère personnel par une ou plusieurs des autorités suivantes* » ; pour cette raison, le projet a été transmis par l'APD à l'Organe de contrôle dans le cadre du principe du guichet unique.

Attendu que la proposition de loi a trait uniquement à un traitement policier et modifie la LFP, l'Organe de contrôle est cependant seul compétent pour émettre un avis.

6. À ce jour, comme indiqué dans la proposition de loi, les victimes d'un vol sont dans la majorité des cas invitées par la police à prendre connaissance de photos d'objets volés retrouvés par la police, ou des objets eux-mêmes⁷. Afin de faciliter la recherche des propriétaires des objets volés retrouvés, la proposition de loi suggère de développer un site internet accessible au public reprenant les photographies (numériques) des biens retrouvés et saisis. Les personnes n'ayant pas de connexion internet devront pouvoir accéder à cette banque de données par l'entremise de la police locale.

III. Analyse de la demande

7. L'Organe de contrôle soutient par principe l'objectif de la proposition de loi étant donné que la recherche des propriétaires légitimes d'objets volés ou recelés pose en effet un réel problème dans la pratique. Il arrive trop souvent que d'importants lots de biens volés ou recelés soient retrouvés (vélos, appareils électroniques, ordinateurs, bijoux, etc.) sans que ces biens ne puissent être restitués à leurs propriétaires ou possesseurs légitimes.

8. Il convient pour commencer d'examiner si les données traitées sont aussi des données à caractère personnel. Les photographies (numériques) des objets sont bel et bien des données à caractère personnel étant donné que ces objets sont la propriété d'une personne concernée et peuvent donc (le

⁷ Exposé des motifs de la proposition de loi, p.3.

cas échéant indirectement) conduire à l'identification de la victime⁸. La LPD trouve donc application en l'occurrence.

A. À titre principal : nécessité de légiférer et catégorie de banques de données

9. La proposition de loi insère dans la LFP un nouvel article 44/2**bis**. On pourrait en déduire que le demandeur souhaite créer une nouvelle catégorie ou un nouveau type de banques de données en marge des 4 catégories existantes de banques de données policières opérationnelles (la Banque de données Nationale Générale, les banques de données de base, les banques de données particulières et les banques de données techniques) et des banques de données communes créées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pouvant conduire au terrorisme.

10. La question est de savoir si telle est réellement l'intention des auteurs de la proposition de loi et, dans l'affirmative, si c'est tout bonnement opportun. Une banque de données contenant des photos numériques d'objets volés est en effet parfaitement comparable à d'autres banques de données particulières existantes (relevant donc de l'une des catégories existantes de banques de données policières) telles que visées à l'article 44/11/3 de la LFP pour les vélos volés, les objets d'art volés, les objets abandonnés, les objets trouvés, les objets saisis, etc. ...⁹ Les travaux parlementaires réalisés en vue de la modification de la LFP en 2014, qui a créé les différents types de banques de données et a entièrement redéfini le cadre réglementaire des traitements de données policiers, citent en outre comme exemple explicite « *la difficulté technique d'intégrer des images d'objets perdus ou volés* ». Autrement dit, une telle banque de données est *hic et nunc de lege lata* une banque de données particulière, ce qui lui confère déjà une base légale.

11. Il est dès lors établi que la nouvelle banque de données proposée doit d'ores et déjà être considérée comme une banque de données particulière à laquelle les règles de l'article 44/11/3 de la LFP s'appliquent dès à présent. **En conséquence, il n'y a aucune raison d'insérer un nouvel article 44/2 bis dans la LFP.** Les articles relatifs à la gestion de l'information policière de la section 12 (« *De la gestion des informations* ») du chapitre IV (« *De la forme et des conditions générales d'exercice des missions* ») de la LFP (les articles 44/1 à 44/11/14 inclus) sont déjà complexes. Toute la réglementation relative à la gestion de l'information policière (législation, arrêtés d'exécution, circulaires, notes de service, ...) manque de clarté pour la GPI et pour le fonctionnaire de police sur le terrain. Dans la mesure du possible, il faudrait donc éviter de rendre cette réglementation encore plus complexe en créant une nouvelle catégorie de banques de données policières qui recoupe une catégorie existante.

L'Organe de contrôle est par conséquent d'avis qu'aucune nécessité juridique ne justifie de créer une nouvelle catégorie de banques de données policières dans la LFP. Il est

⁸ Considérant 26 et article 4, 1) du RGPD.

⁹ Projet de loi modifiant la loi sur la fonction de police, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le Code d'instruction criminelle, *Doc. Parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 3105/001, 7.

suffisant de créer dans les faits une telle banque de données en vertu de l'article 44/11/3 de la LFP et de la reprendre dans le registre des activités de traitement visé à l'article 145 de la LPI¹⁰. Dans la pratique, il existe d'ailleurs déjà à l'échelle locale des banques de données d'objets volés et recelés qui sont créées de manière ponctuelle par une police locale ou une PJF¹¹ dans le cadre d'une ou plusieurs enquêtes, et auxquelles le public est invité à jeter un coup d'œil. Il n'est donc pas nécessaire de légiférer pour atteindre l'objectif visé par la proposition de loi. Les ministres compétents pourraient éventuellement adopter une directive GPI afin de détailler certains aspects (voir aussi le point 15 ci-après). La délégation accordée au Roi par la proposition de loi (voir aussi la remarque formulée au point 15) en vue d'arrêter le contenu et les modalités d'accès de la banque de données pourrait alors être réglée dans cette 'directive GPI'. Le cas échéant, les ministres compétents pourraient même en faire une directive contraignante (ce que l'on appelle une « circulaire MFO »¹²) et y aborder les différents aspects : quelles données sont traitées exactement, qui est le responsable du traitement, qui assure le support requis en matière de technologies de l'information et est responsable de toute la politique de sécurité de l'information, qui veille à la tenue à jour et donc à la gestion de cette banque de données, quel est le rôle des instances judiciaires, qui devront sans nul doute également fournir des informations en vue de l'identification des victimes, à partir de quel stade de l'enquête pénale les objets peuvent être repris dans la banque de données (pendant l'enquête, une fois l'enquête clôturée, ...), etc.

12. Dans l'hypothèse où, à titre subsidiaire et en dépit des remarques formulées au point précédent, la volonté des auteurs de la proposition de loi serait tout de même de créer une nouvelle catégorie de banques de données opérationnelles dans la LFP, ils doivent être conscients qu'une nouvelle sous-section devra alors être insérée dans la LFP (par ex. une sous-section 4¹³ ou une sous-section 7 *quater*) pour régler (dans les grandes lignes) le fonctionnement de cette banque de données (comme c'est le cas pour la BNG, les banques de données de base et les banques de données particulières). Il est demandé aux auteurs de clarifier ce point.

Quoi qu'il en soit, les auteurs de la proposition de loi doivent se demander s'il est indispensable ou même seulement utile de créer une nouvelle catégorie de banques de données dans la LFP. Comme exposé plus haut, l'Organe de contrôle n'en est absolument pas convaincu et n'y voit aucun avantage concret. L'exposé des motifs ne fait d'ailleurs lui non plus aucunement la lumière sur ce point.

B. Responsable du traitement

¹⁰ « Il est créé un registre unique des activités de traitement pour la police intégrée, conformément à l'article 30 du règlement général sur la protection des données et à l'article 55 de la loi relative à la protection des données. Le Roi détermine la forme, le contenu et les modalités de gestion du registre des activités de traitement. ».

¹¹ Police judiciaire fédérale (la direction judiciaire déconcentrée visée à l'article 105 de la LPI).

¹² Signifiant « Mission Fédérale – Federale Opdrachten ».

¹³ Abrogée par la loi du 22 mai 2019 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la gestion de l'information policière, M.B. 19 juin 2019.

13. Une question importante est en tout état de cause celle de l'identité du responsable du traitement de cette nouvelle banque de données, indépendamment de l'instrument juridique ou du fondement juridique sur lequel on se baserait. L'Organe de contrôle constate que la création de la banque de données est confiée à la police fédérale, mais qu'il n'est pas formellement désigné de responsable du traitement. Indépendamment de la question de savoir s'il est opportun de charger encore la police fédérale d'une tâche qui relève aussi dans une large mesure de la responsabilité de la police locale (la police locale assure en effet la grande majorité des enquêtes préliminaires en matière pénale), il convient au moins de faire la clarté sur l'identité du responsable du traitement. La banque de données telle que projetée par les auteurs de la proposition de loi étant une banque de données qui « *doit être créée* » par la police fédérale, il convient logiquement de désigner le commissaire général de la police fédérale en tant que responsable du traitement¹⁴. Dans ce cas, il y a lieu de conférer également au commissaire général un pouvoir contraignant (aussi à l'égard de la police locale) en vue de garantir le fonctionnement correct et efficace de cette banque de données.

14. L'exposé des motifs précise en outre qu'« *il est parfaitement envisageable de développer, avec le concours de toutes les zones de police, un site internet central accessible au public* »¹⁵. L'Organe de contrôle ne comprend pas pourquoi l'accès à cette banque de données devrait être développé « *avec le concours de la zone de police locale* ». Dans l'hypothèse où une banque de données centrale serait créée par la police fédérale, son développement et sa gestion relèveraient logiquement de la compétence de la police fédérale et plus précisément, dans la pratique, de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (la 'DRI'). L'Organe de contrôle ne comprend donc pas pourquoi, et encore moins comment, la police locale devrait « *développer* » cette banque de données, ni quel avantage il y aurait à ce qu'elle le fasse.

Peut-être les auteurs de la proposition de loi veulent-ils dire par là que l'accès à cette banque de données centrale devrait (aussi) être facilité au moyen d'un lien que chaque zone de police proposerait sur son site internet. Quoi qu'il en soit, il convient de se demander si la police fédérale dispose pour ce faire du temps ou des moyens nécessaires, ou si ce temps et ces moyens seront prévus. Il est en effet établi que la DRI est d'ores et déjà investie de toute une série de priorités, notamment dans le cadre de la modernisation de la gestion de l'information policière. Or, ce développement dont tous les projets convergent au sein du vaste projet *I-police* doit s'accompagner de la maintenance et de la tenue à jour des systèmes existants, et en particulier de la BNG. La DRI ne disposant manifestement pas actuellement de la capacité ni des moyens nécessaires pour développer et finaliser les projets déjà en cours, on peut se demander dans quelle mesure la mise en œuvre effective de cette proposition de loi est réalisable et quelle place le développement de cette banque de données additionnelle occupera sur la liste des priorités déjà nombreuses de la police fédérale. Le fait qu'une telle initiative – dont la nécessité est connue sur le terrain depuis des années vu l'impossibilité de restituer à leurs

¹⁴ Article 44/4 §2, alinéa 7 de la LFP.

¹⁵ Exposé des motifs, p.3.

propriétaires légitimes nombre des objets retrouvés dans le cadre de maintes enquêtes – ne parvienne pas à décoller en dit beaucoup sur les priorités fixées au niveau politique.

L'Organe de contrôle ne cache donc pas son scepticisme quant à la faisabilité de cette proposition de loi. Il convient dès lors au moins de s'enquérir de l'avis de la police fédérale, et même du Comité de coordination de la GPI¹⁶ (ou du Comité d'avis en charge de la stratégie en matière d'information¹⁷), concernant cette proposition de loi, et idéalement de la soumettre aussi à la plateforme 'Justipol'¹⁸ étant donné que le ministère public a également un rôle important à jouer dans ce contexte.

C. À titre subsidiaire : détails fournis dans la proposition de loi au sujet de la banque de données

15. L'Organe de contrôle remarque que la proposition elle-même – pour autant que l'on veuille tout de même consolider l'initiative dans la législation – ne prévoit rien non plus en termes d'encadrement juridique de la banque de données, et plus précisément en ce qui concerne les délais de conservation, la ventilation ou la suppression des photographies numériques, ou encore les conditions d'utilisation et d'accès de ces photographies numériques. La délégation au Roi semble également trop vague à cet égard (la formulation « *arrêter le contenu et les modalités d'accès* » semble trop limitée). Cette banque de données numérique est en effet en principe également soumise à des délais de conservation, en marge de l'obligation générale de supprimer ces données une fois que leur traitement n'est plus adéquat, pertinent et non excessif¹⁹. Il serait dès lors préférable de conférer au Roi le pouvoir de « *déterminer, après l'avis de l'Organe de contrôle, les règles spécifiques concernant les catégories de données, l'accès, la gestion, les mesures de sécurité et la communication des données* ».

16. Jusqu'ici, les victimes sont invitées au bureau de police pour prendre connaissance de photographies d'objets volés. Il arrive aussi que les entités de la police locale créent des sites internet temporaires et invitent le public à y jeter un coup d'œil. Il appartient donc à la victime de démontrer qu'un certain objet lui appartient. Or, la proposition de loi ne précise nulle part comment ce contrôle sera effectué et n'en fait aucunement mention dans l'exposé des motifs. Par analogie aux objets perdus, on recourra souvent à un formulaire dans lequel le propriétaire/possesseur présumé fournit une description spécifique de l'objet. Sur la base de cette déclaration, on lui présente alors un objet répondant à la description fournie. Cette méthode constitue une première forme de contrôle de la véracité des revendications de propriété ou de possession. Il semble donc indiqué de recourir en l'occurrence à une méthode analogue au lieu de permettre automatiquement à n'importe qui d'accéder à une banque de données au risque d'en faire la cible des *phishing expeditions*.

Combiné à l'introduction du numéro du procès-verbal et à l'identification au moyen de l'e-ID, ce système semble offrir une meilleure garantie que la personne qui se présente est bien l'ayant droit

¹⁶ Article 8^{ter} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

¹⁷ Article 8^{sexies} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

¹⁸ Article 8^{quater} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

¹⁹ Article 44/11/3 de la LFP.

des objets retrouvés (autrement dit, à travers une identification et une authentification correctes)²⁰. L'accès à cette banque de données doit en effet respecter les normes de sécurité imposées par la LPD et la LFP, et par extension s'assortir de la tenue de fichiers de journalisation, d'un registre des activités de traitement, etc. Il n'est donc pas nécessaire de rendre cette banque de données accessible à tout le monde ou au grand public.

Enfin, l'Organe de contrôle part du principe que la personne qui prétend être le propriétaire ou le possesseur d'un objet ou d'un bien donné pourra prouver ses revendications par tous les moyens de preuve admissibles en droit. De plus, il semble indiqué, en cas de discussions éventuelles, de laisser non la police, mais le magistrat compétent trancher définitivement la question.

D. À titre tout à fait subsidiaire : éventuelle piste de réflexion pour l'avenir

17. À titre tout à fait subsidiaire et sans vouloir porter préjudice à ce qui est exposé plus haut, on pourrait envisager d'intégrer à l'avenir de manière conceptuelle la gestion des photographies de ces objets volés ou recelés au sein de la BNG, attendu que l'objectif des auteurs de la proposition de loi est de centraliser ces données. La loi sur la fonction de police prévoit en effet déjà la possibilité d'enregistrer les victimes en tant qu'entités dans la BNG²¹, même si ce n'est pas le cas actuellement.

Une fois enregistrées dans la BNG, les victimes pourraient accéder dans un espace et selon un procédé sécurisés et protégés aux photographies numériques (soit directement, soit par le biais de banques de données de base).

Cette alternative présenterait d'une part comme avantage qu'il ne faille pas créer de nouvelle catégorie de banques de données et que le traitement des photographies numériques puisse donc se faire au sein des infrastructures existantes et des dispositifs de sécurité techniques de la BNG. La condition est toutefois que la victime s'enregistre en tant que victime auprès de la police. Dans la pratique, ce n'est souvent pas le cas (par ex. pour les vols de vélos), de sorte qu'il subsiste un certain *dark number*.

18. Selon cette piste de réflexion, les victimes enregistrées dans la BNG auraient accès aux photographies numériques par le biais d'un mécanisme d'authentification et d'autorisation. Comme indiqué plus haut, l'authentification de la victime pourrait dans ce cas également se faire au moyen de l'e-ID, de l'application *Itsme*, etc. ... Les droits d'accès ('autorisation') pourraient par exemple être accordés sur la base d'une déclaration d'une personne préjudiciée ou de l'introduction d'un numéro de dossier ou de procès-verbal au titre de motif vérifiable.

Cet accès créerait un premier filtre permettant de s'assurer que seules les personnes concernées peuvent accéder à la banque de données. Ce système permettrait donc d'exclure de l'accès les

²⁰ Sans préjudice de l'obligation, pour la victime, de prouver sa qualité de propriétaire ou une autre qualité juridique (possesseur).

²¹ Article 44/5 §3, 9° de la LFP.

éventuels escrocs qui voudraient revendiquer un objet volé sans en être le propriétaire légitime, et d'empêcher par la même occasion d'autres pratiques frauduleuses.

19. Du point de vue juridique, cette alternative implique toutefois la nécessité de prévoir dans la LFP (et plus précisément dans la sous-section 8, aux articles 44/11/5 à 44/11/14 inclus) un accès pour les victimes enregistrées dans la BNG, en élargissant aux victimes la communication des données.

Du point de vue technique, cet accès pourrait être mis en place en mettant cette partie des données (à savoir les photographies numériques des objets) à disposition dans une zone distincte et protégée (une DMZ²²). On créerait ainsi une zone tampon entre le réseau interne et le réseau externe, en la soumettant à des conditions d'accès rigoureuses. La création d'une *protected DMZ* permettrait d'offrir un degré élevé de protection en protégeant cette zone des réseaux adjacents au moyen de pare-feux et d'une gestion concluante des accès.

L'ouverture de la BNG par le biais d'une DMZ s'assortissant de risques, il convient évidemment de procéder à une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD²³) ou d'actualiser l'analyse de risques existante de la BNG.

20. Par souci d'exhaustivité, l'Organe de contrôle fait remarquer que le manque de capacité et de moyens – évoqué au point 14 – qui empêche la DRI de réaliser (en temps opportun) les projets déjà en cours vaut également pour l'alternative proposée ici.

21. D'autre part, la BNG reste une 'banque de données générale' et le but ne peut pas être d'y traiter des données spécifiques. À cet égard également, la création d'une banque de données particulière telle que formulée au point A – qui peut aussi être réalisée par des responsables du traitement communs à la police fédérale et à la police locale – semble se justifier davantage (en particulier à court et moyen terme) compte tenu de l'impossibilité technique et fonctionnelle d'alimenter la BNG²⁴, et devrait donc être préférée à l'« option BNG » que nous venons de décrire.

De plus, il convient comme nous le disions d'envisager cette matière dans le contexte du marché public en cours dans le cadre d'une modernisation intégrale de la gestion de l'information policière à travers le projet *I-police*. Le but étant de revoir d'ici peu tout le concept de la BNG, on peut se demander s'il est même opportun d'encore modifier en profondeur la BNG. C'est aussi la raison pour laquelle le COC évoque cette piste de réflexion à titre tout à fait subsidiaire.

PAR CES MOTIFS,

l'Organe de contrôle de l'information policière

²² *Demilitarised zone* (notion dans le domaine de la sécurité de l'information).

²³ En anglais DPIA pour *Data Protection Impact Assessment*.

²⁴ Article 44/11/3 §2, b) de la LFP.

invite le demandeur à tenir compte de toutes les remarques formulées dans le présent avis.

Avis approuvé par l'Organe de contrôle de l'information policière le 8 mars 2021.

Pour l'Organe de contrôle,
Le Président,
(sé.) Philippe ARNOULD



Frank SCHUERMANS
Lid van het COC
Membre du COC



1/10

CONTROLEORGaan OP DE POLITIE-INFORMATIE

Uw referentie	Onze referentie	Bijlage(n)	Datum
	DA210002		08/03/2021

Betreft: Advies betreffende het wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek (wetsvoorstel 0781/001).

Het Controlegeorgaan op de politie-informatie (hierna afgekort 'COC' of 'Controlegeorgaan');
Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (BS, 5 september 2018, hierna afgekort als 'WGB'), artikel 71 en Titel VII, inzonderheid artikel 236.

Gelet op de wet van 3 december 2017 tot oprichting van een Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna afgekort 'WOG').

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (hierna 'WPA').

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus (hierna 'WGP').

Gelet op de 'Law Enforcement Directive' 2016/680 van 27 april 2016 (hierna *LED*).

Gelet op de wet van 25 december 2016 betreffende de verwerking van passagiersgegevens.

Gelet op het verzoek van de Kamervoorzitter van 02/02/2021 aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (GBA) om advies uit te brengen.

Gelet op de overmaking op 3 februari 2021 door de GBA van voormeld verzoek aan het Controlegeorgaan.

Gelet op het verslag van de heer Frank Schuermans, lid-raadsheer in het Controlegeorgaan.

Brengt op xx maart 2021 het volgend advies uit.

...

I. Voorafgaande opmerking nopens de bevoegdheid van het Controleorgaan

1. In het licht van, respectievelijk, de toepassing en omzetting van de Verordening 2016/679¹ en de Richtlijn 2016/680² heeft de wetgever de taken en opdrachten van het Controleorgaan grondig gewijzigd. Artikel 4 § 2, vierde lid van de WOG bepaalt dat de competenties, taken en bevoegdheden als toezichthoudende autoriteit voorzien door de Verordening 2016/679 voor de politiediensten in de zin van artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, worden uitgeoefend door het Controleorgaan.

2. Het Controleorgaan moet geraadpleegd worden bij de voorbereiding van wetgeving of een regelgevende maatregel die verband houdt met de verwerking van persoonsgegevens door de politiediensten van de geïntegreerde politie (zie artikel 59 §1, 2° lid en 236 §2 WGB, artikel 36.4 van de AVG en artikel 28.2 van de Richtlijn politie-justitie of *LED*). Daarbij heeft het Controleorgaan de opdracht om te onderzoeken of de voorgenomen verwerkingsactiviteit door de politiediensten in overeenstemming is met de bepalingen van Titel 1 (voor de niet-operationele verwerkingen)³ en Titel 2 (voor de operationele verwerkingen) van de WGB⁴. Wat betreft derhalve in het bijzonder de verwerkingsactiviteiten in het kader van de opdrachten van bestuurlijke en/of gerechtelijke politie brengt het Controleorgaan advies uit, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regering of van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van een bestuurlijke of gerechtelijke overheid of van een politiedienst, inzake iedere aangelegenheid die betrekking heeft op het politionele informatiebeheer zoals geregeld in Afdeling 12 van Hoofdstuk 4 van de wet op het politieambt⁵.

3. Het Controleorgaan is, ten aanzien van de politiediensten, de Algemene Inspectie van de federale politie en lokale politie (afgekort 'AIG') zoals bedoeld in de wet van 15 mei 2007 op de Algemene Inspectie en de Passagiersinformatie-eenheid (hierna afgekort 'BELPIU') bedoeld in Hoofdstuk 7 van de wet van 25 december 2016 tevens belast met het toezicht op de toepassing van Titel 2 van de GBW en/of de verwerking van persoonsgegevens zoals bedoeld in de artikelen 44/1 tot 44/11/13 van de wet op het politieambt en/of elke andere opdracht die haar krachtens of door andere wetten wordt verleend⁶.

¹ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming of 'AVG').

² Richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad (hierna 'Richtlijn politie-justitie' of *LED*).

³ Artikel 4 §2, vierde lid WOG.

⁴ Artikel 71 §1, derde lid WGB.

⁵ Artikelen 59 §1, 2° lid en 236 § 2 WGB.

⁶ Artikel 71 §1, derde lid juncto 236 § 3, WGB.

4. Het Controleorgaan is tot slot ingevolge artikel 281, § 4, van de algemene wet van 18 juli 1977 *"inzake douane en accijnzen"*, zoals gewijzigd door de wet van 2 mei 2019 *"tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot de verwerking van passagiersgegevens"* ten aanzien van de Dienst Geschillen van de Algemene Administratie van Douane en Accijnzen bevoegd in het kader van de vorderingen gericht aan de BELPIU in fiscale materies.

II. Voorwerp van de aanvraag

5. De aanvrager richtte een adviesaanvraag aan de Gegevensbeschermingsautoriteit in verband met een wetsvoorstel tot aanvulling van de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek (hierna het 'wetsvoorstel'). In het ingevulde GBA formulier van de adviesaanvraag werd in Deel 2, rubriek 4 en met name meer specifiek de vraag of *"Het ontwerp betrekking (heeft) op of impliceert de verwerking(en) van persoonsgegevens door een of meer van de volgende autoriteiten"*, de politiediensten aangevinkt; vandaar dat het ontwerp door de GBA aan het Controleorgaan werd overgemaakt in het kader van het één loket principe. **Aangezien het Wetsvoorstel uitsluitend over een politionele verwerking handelt en waarbij een wijziging wordt aangebracht in de WPA, is evenwel enkel het Controleorgaan bevoegd om advies uit te brengen.**

6. Tot op vandaag, zoals in het wetsvoorstel wordt gesteld, worden slachtoffers van diefstal in de meerderheid van de gevallen door de politie uitgenodigd om foto's of voorwerpen te komen bekijken van gestolen voorwerpen die door de politie werden teruggevonden⁷. Om de zoektocht naar de eigenaars van gestolen voorwerpen te bevorderen, wordt in het wetsvoorstel voorgesteld om een voor het publiek toegankelijke website op te richten met (digitale) foto's van de teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen. Mensen die niet over een internetverbinding beschikken zouden via de lokale politiediensten toegang kunnen krijgen tot deze databank.

III. Bespreking van de aanvraag

7. Het Controleorgaan schaaft zich principieel achter de doelstelling van het wetsvoorstel aangezien het terugvinden van de rechtmatige eigenaars van gestolen of geheelde voorwerpen inderdaad een reëel probleem vormt in de praktijk. Al te vaak worden grote partijen gestolen of geheelde goederen teruggevonden (fietsen, elektronica, computers, juwelen en andere sierraden, enz. ...) zonder dat het mogelijk blijkt deze goederen te restitueren aan de rechtmatige eigenaars of bezitters.

8. Eerst en vooral moet nagegaan worden of de verwerkte gegevens ook persoonsgegevens zijn. De digitale foto's van voorwerpen betreffen wel degelijk persoonsgegevens aangezien deze voorwerpen

⁷ Memorie van toelichting bij het Wetsvoorstel, p.3 (hierna 'MvT').

het eigendom uitmaken van een betrokken persoon en dus (al dan niet indirect) herleidbaar zijn tot het slachtoffer⁸. De WGB is aldus van toepassing.

A. In hoofdde: noodzaak tot legifereren en de categorie gegevensbank

9. Door het Wetsvoorstel wordt in de WPA een nieuw artikel 44/2 *bis* ingevoegd. Hieruit zou afgeleid kunnen worden dat de aanvrager een nieuwe categorie of nieuwe soort van gegevensbanken wenst op te richten, naast de 4 bestaande categorieën operationele politionele gegevensbanken (de Algemene Nationale Gegevensbank, de basisgegevensbanken, de bijzondere gegevensbanken en de technische gegevensbanken) en de gemeenschappelijke gegevensbanken terrorisme en extremisme dat tot terrorisme kan leiden.

10. Het is de vraag of dat werkelijk de bedoeling is van de stellers van het wetsvoorstel en zo ja, of dat überhaupt opportuun is. De gegevensbank met digitale foto's van gestolen voorwerpen is immers perfect vergelijkbaar met andere reeds bestaande bijzondere gegevensbanken (dus één van de bestaande categorieën van politionele gegevensbanken), zoals voorzien in art. 44/11/3 WPA, voor gestolen fietsen, kunstvoorwerpen, achtergelaten voorwerpen, gevonden voorwerpen, in beslag genomen voorwerpen, enz. ...⁹. De parlementaire werkzaamheden bij de wetswijziging van de WPA in 2014, waarbij de diverse soorten gegevensbanken werden gecreëerd en het hele regelgevende kader rond politionele gegevensverwerkingen werd vernieuwd geven bovendien als expliciet voorbeeld: "*de technische moeilijkheid om beelden van verloren of gestolen voorwerpen te integreren*". M.a.w. een dergelijke gegevensbank is *hic et nunc de lege late* een bijzondere gegevensbank en heeft dus reeds een wettelijke grondslag.

11. Het staat dan ook vast dat de nieuwe vooropgestelde gegevensbank reeds te beschouwen is als een bijzondere gegevensbank waarvoor de regels van artikel 44/11/3 WPA thans reeds van toepassing zijn. **Hieruit volgt dat er geen reden voorhanden is een nieuw en bijkomend artikel 44/2 *bis* in de WPA in te voegen.** De artikelen inzake politionele informatiehuishouding van afdeling 12 ("*Het informatiebeheer*") hoofdstuk IV ("*De algemene vorm en voorwaarden van uitvoering van de opdrachten*") van de WPA (de artikelen 44/1 tot en met 44/11/14) zijn reeds complex. De hele regelgeving rond politionele informatiehuishouding (wetgeving, uitvoeringsbesluiten, omzendbrieven, dienstnota's, ...) zijn voor de GPI en de politieambtenaar op het terrein reeds moeilijk te behappen. In de mate van het mogelijke moet vermeden worden de regeling nog complexer te maken met de creatie van een nieuwe categorie van politionele gegevensbank die overlappend is met een reeds bestaande categorie.

Het Controleorgaan is dus van oordeel dat er geen juridische nood voorhanden is om een nieuwe categorie politionele gegevensbank in de WPA te creëren. Het volstaat op grond van artikel 44/11/3 WPA een dergelijke gegevensbank in de feiten te creëren en deze op te nemen in het

⁸ Considerans 26 en art. 4, 1) AVG.

⁹ Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en het wetboek van strafvordering, *Parl.St.* Kamer 2013-2014, nr. 3105/001, 7.

Register van de verwerkingen zoals voorzien in artikel 145 WGP¹⁰. In de praktijk bestaan er op lokaal vlak trouwens reeds lokale databanken met gestolen en geheelde voorwerpen die door een lokale politie of een FGP¹¹ punctueel worden gecreëerd naar aanleiding van één of meerdere onderzoeken en waarbij het publiek wordt opgeroepen daarop een kijkje te nemen. Men heeft dus geen nieuwe wetgeving nodig om het door het Wetsvoorstel beoogde doel te bereiken. Eventueel kunnen de bevoegde Ministers wel een richtlijn GPI nemen om één en ander meer in detail uit te werken (zie ook verder onder randnummer 15). De in het Wetsvoorstel verleende delegatie aan de Koning (zie eveneens de opmerking onder randnummer 15) om de nadere inhoud en toegankelijkheid te bepalen kunnen dan aan bod komen in voormelde 'GPI-richtlijn'. Desgevallend kunnen de bevoegde Ministers er een zelfs een dwingende richtlijn (de zgn. MFO¹²omzendbrieven) van maken. Daarin zullen dan aspecten aan bod moeten komen zoals welke gegevens precies worden verwerkt, wie de verwerkingsverantwoordelijke is, wie de nodige IT ondersteuning levert en zorg draagt voor het hele informatieveiligheidsbeleid, wie zorgt draagt voor het *up to date* houden en dus het beheer van deze databank, wat de rol van de gerechtelijke overheden is die ongetwijfeld mee informatie zullen moeten aanleveren ter identificatie van de slachtoffers, vanaf welk moment in het strafonderzoek de voorwerpen kunnen of mogen opgenomen worden in de databank (nog tijdens het onderzoek, bij het afsluiten ervan, ...), enz. ...

12. Indien het, in subsidiaire orde en ondanks de opmerkingen vervat in het vorige randnummer toch de wil van de steller van het wetsvoorstel zou zijn een nieuwe operationele categorie van gegevensbank in de WPA te creëren, dan moeten zij er zich van bewust zijn dat er ook een nieuwe onderafdeling in de WPA zal moeten ingevoegd worden (vb. onderafdeling 4¹³ of een onderafdeling 7quater) die de werking ervan (in hoofdlijnen) regelt (zoals dat het geval is voor de ANG, de basisgegevensbanken en de bijzondere gegevensbanken). De steller wordt gevraagd hierin duidelijkheid te brengen.

Hoe dan ook moet de vraag door de steller van het wetsvoorstel worden gesteld of het noodzakelijk of zelfs nuttig is een nieuwe categorie van gegevensbank te creëren in de WPA. Het Controleorgaan is hiervan zoals hoger aangetoond allerminst overtuigd en ziet er geen enkel concreet voordeel in. Ook de toelichting verschaft op dat vlak overigens geen verdere verduidelijking.

B. Verwerkingsverantwoordelijke

¹⁰ "Er wordt een uniek register van verwerkingsactiviteiten voor de geïntegreerde politie gecreëerd overeenkomstig artikel 30 van de algemene verordening gegevensbescherming en artikel 55 van de wet inzake gegevensbescherming. De Koning bepaalt de vorm, de inhoud en de nadere regels van het beheer van het register van verwerkingsactiviteiten".

¹¹ Federale Gerechtelijke Politie (de gedeconcentreerde gerechtelijke directie, voorzien in art. 105 WGP).

¹² Wat staat voor Mission Fédérale – Federale Opdrachten.

¹³ Opgeheven bij Wet van 22 mei 2019 tot wijziging van diverse bepalingen wat het politionele informatiebeheer betreft, BS, 19 juni 2019.

13. Een belangrijke vraag is hoe dan ook wie de verwerkingsverantwoordelijke is van deze nieuw op te richten gegevensbank, los van het juridisch instrument of de juridische grondslag waarmee dat zou gebeuren. Het Controleorgaan stelt vast dat de oprichting van de databank opgedragen wordt aan de federale politie, maar dat er formeel geen verwerkingsverantwoordelijke wordt aangeduid. Nog daar gelaten de vraag of het opportuun is andermaal de federale politie te belasten met een taak waarvoor in belangrijke mate ook de lokale politie verantwoordelijk is (de lokale politie behandelt immers de overgrote meerderheid van de vooronderzoeken in strafzaken) moet minstens helderheid worden verschaft nopens de verwerkingsverantwoordelijke. Aangezien de gegevensbank zoals opgevat door de stellers van het wetsvoorstel een gegevensbank is die door de federale politie "*moet worden ingericht*", moet logischerwijze de commissaris-generaal van de federale politie als verwerkingsverantwoordelijke worden aangeduid¹⁴. In dat geval dient aan de commissaris-generaal overigens ook een afdwingbare bevoegdheid te worden verleend (ook ten aanzien van de lokale politie) om deze gegevensbank op een behoorlijke en efficiënte manier te laten functioneren.

14. In de Memorie van Toelichting wordt verder gesteld: "*Het is inderdaad perfect doenbaar om via elke politiezone een voor het publiek toegankelijke centrale website te ontwikkelen*"¹⁵. Het Controleorgaan begrijpt niet waarom de toegang tot deze centrale gegevensbank zou moeten ontwikkeld worden "*via de lokale politiezone*". Wanneer een centrale gegevensbank zou worden opgericht door de federale politie, valt het ontwikkelen en beheer ervan logischerwijze onder de bevoegdheid van de federale politie en meer bepaald in de praktijk van de algemene directie van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie ('DRI'). Er valt dan ook niet in te zien waarom, laat staan hoe, de lokale politie dit zou moeten "*ontwikkelen*", noch wat daarvan dan het voordeel zou zijn.

Wellicht hebben de stellers van het wetsvoorstel eerder voor ogen dat de toegang tot deze centrale gegevensbank (ook) gefaciliteerd moeten worden via een link dat door iedere politiezone op hun website wordt aangeboden. Hoe dan ook moet verder de vraag gesteld worden of de federale politie hiervoor de nodige tijd en middelen heeft of deze zullen worden voorzien. Vast staat immers dat DRI reeds belast is met een waslijst aan prioriteiten en dit eveneens in het licht van het moderniseren van de politionele informatiewerking. Daarbij moet deze ontwikkeling waarvan alle projecten samenkomen onder het grote *I-police* project samengaan met het verder onderhouden en *up to date* houden van de bestaande systemen, niet in het minst de ANG. Het ontbreekt DRI actueel kennelijk aan de nodige capaciteit én middelen om de reeds bestaande vooropgestelde projecten te ontwikkelen, dan wel (verder) af te werken. Het is dan ook de vraag in hoeverre de effectieve uitvoering van dit wetsvoorstel realistisch is en op welke plaats van de vele prioriteiten van de federale politie de ontwikkeling van deze bijkomende databank zou komen. Het feit dat dergelijk initiatief, waarvan op het terrein reeds

¹⁴ Art. 44/4 §2, lid 7 WPA.

¹⁵ MvT, p.3.

jaren is geweten dat het noodzakelijk is vermits vele teruggevonden voorwerpen in vele onderzoeken niet kunnen gerestitueerd worden, niet van de grond komt, zegt wel iets over de beleidsprioriteiten.

Het Controleorgaan verheelt derhalve niet zeer sceptisch te staan tegenover de haalbaarheid van één en ander. Minstens dient dan ook het advies van de federale politie en zelfs van het Coördinatiecomité van de GPI¹⁶ (of het strategisch adviescomité voor informatie¹⁷) te worden ingewonnen over dit wetsvoorstel en best ook voorgelegd aan het zgn. J'ustipol'-platform¹⁸ vermits ook het openbaar ministerie in deze een belangrijke rol te spelen heeft.

C. In subsidiaire orde: verdere uitwerking gegevensbank in het wetsvoorstel

15. Het Controleorgaan merkt op dat in het voorstel zelf – voor zover men het initiatief desalniettemin wettelijk wil consolideren - ook niets voorzien wordt qua juridische omkadering van de gegevensbank, meer bepaald rond de bewaartermijnen, de ventilering of wissing van de digitale foto's, of de gebruiks- en toegangsvoorwaarden tot deze digitale foto's. Ook de delegatie aan de Koning lijkt om dat vlak te vaag (*"de nadere inhoud en de toegankelijkheid"* lijkt te beperkt). Ook voor deze digitale gegevensbank gelden in beginsel immers bewaartermijnen naast de algemene verplichting om de gegevens te wissen nadat de gegevens niet langer toereikend, ter zake dienend en overmatig van aard zijn¹⁹. Beter ware derhalve de Koning de bevoegdheid te geven, *"na advies van het Controleorgaan, de nadere regels te bepalen betreffende de categorieën gegevens, de toegang, het beheer, de veiligheidsmaatregelen en de mededeling van de gegevens"*.

16. Tot op heden worden slachtoffers uitgenodigd op kantoor om foto's van gestolen voorwerpen te bekijken of worden door lokale politie-entiteiten tijdelijke websites opgezet waar het publiek wordt uitgenodigd een kijkje te nemen. Het is dan ook aan het slachtoffer om aan te tonen dat een bepaald voorwerp hem of haar toebehoort. In dit wetsvoorstel wordt nergens geregeld hoe een dergelijke controle zal worden uitgevoerd noch wordt daar in de toelichting enige duiding bij gegeven. Naar analogie met verloren voorwerpen, zal men vaak via een formulier werken waarin de vermeende eigenaar/bezitter een specifieke omschrijving van het voorwerp aangeeft. Op basis van deze aangifte wordt een voorwerp getoond dat beantwoordt aan de gegeven omschrijving. Deze methode vormt al een eerste vorm van controle op de waarachtigheid van de aanspraken van eigendom of bezit. Het lijkt daarom raadzaam *in casu* een analoge methode te gebruiken eerder dan het automatisch openstellen van een databank aan iedereen waarbij een zeker gevaar voor *phishing expeditions* niet uitgesloten lijkt.

¹⁶ Art. 8^{ter} van de Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP)

¹⁷ Art. 8^{sexies} van de Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP)

¹⁸ Art. 8^{quater} van de Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP)

¹⁹ Art. 44/11/3 WPA.

Samen met het nummer van het proces-verbaal en inloggen met e-ID lijkt dit een betere garantie dat degene die zich aanbiedt wel degelijk de gerechtigde is ten aanzien van de teruggevonden voorwerpen (m.n. correcte identificatie en authenticatie)²⁰. De toegang tot deze gegevensbank moet immers beantwoorden aan de veiligheidsnormen van de WGB en WPA, bij uitbreiding het bijhouden van logbestanden, het register van verwerkingsactiviteiten, enz. ... Het openstellen van deze gegevensbank aan iedereen of het grote publiek is dus niet nodig.

Het Controleorgaan gaat er tot slot van uit dat de persoon die beweert eigenaar of bezitter van een bepaalde voorwerp of goed te zijn, zijn aanspraken met alle in rechte aanvaarbare bewijsmiddelen zal mogen en kunnen aantonen. Bij eventuele discussiepunten lijkt het bovendien raadzaam daar niet de politie, maar wel de bevoegde magistraat finaal een oordeel te laten over vellen.

D. In uiterst subsidiaire orde: mogelijke toekomstige denkpiste

17. In uiterst subsidiaire orde en zonder afbreuk te willen doen aan wat hiervoor wordt gesteld, zou in de toekomst kunnen nagedacht worden om het fotobeheer van deze gestolen of geheelde voorwerpen **conceptueel** binnen de ANG te regelen, aangezien het de bedoeling is van de stellers van het wetsvoorstel om deze gegevens te centraliseren. De Wet op het politieambt voorziet immers al dat slachtoffers opgenomen kunnen worden als entiteit in de ANG²¹. Dit gebeurt thans evenwel niet.

Eenmaal geregistreerd in de ANG, zouden de slachtoffers op een beveiligde en afgeschermd ruimte en wijze toegang kunnen verkrijgen (hetzij rechtstreeks hetzij via basisgegevensbanken) tot de digitale foto's.

Dit alternatief zou enerzijds als voordeel hebben dat geen nieuwe categorie van gegevensbank hoeft te worden opgericht met als gevolg dat de verwerking van de digitale foto's kan gebeuren binnen de reeds bestaande infrastructuur en technische beveiliging van de ANG. De voorwaarde is wel dat een slachtoffer zich registreert en aanmeldt bij de politie als slachtoffer wat in de praktijk vaak niet gebeurt (vb. bij fietsdiefstallen) en er dus een zeker *dark number* blijft bestaan.

18. In deze denkpiste zouden slachtoffers geregistreerd in de ANG toegang krijgen tot de digitale foto's via een mechanisme voor authenticatie en autorisatie. Net zoals hiervoor gesteld kan ook in dit geval de authenticatie van het slachtoffer gebeuren via e-ID, *Itsme*, enz. ... De toegangsrechten ('autorisatie') kunnen bijvoorbeeld worden toegekend op basis van een verklaring van een benadeelde persoon of het opgeven van een bepaald dossiernummer of PV-nummer en dit ook als verifieerbare reden ingeven.

Deze toegang creëert een eerste filter van wie toegang krijgt tot de databank waardoor men zeker is dat enkel belanghebbenden toegang kunnen nemen tot de databank. Dit sluit de toegang uit van

²⁰ Dit doet niets af aan de verplichting van het slachtoffer om eigenaarschap of een andere juridische hoedanigheid (bezit) aan te tonen.

²¹ Art. 44/5 §3, 9° WPA.

oplichters die wensen aanspraak te maken op een gestolen voorwerp zonder daar rechtmatige eigenaar van te zijn of verhindert andere frauduleuze praktijken.

19. Juridisch impliceert dit alternatief wel dat een toegang voorzien moet zijn voor slachtoffers in de ANG in de WPA (meer bepaald in onderafdeling 8, art. 44/11/5 tot en met 44/11/14), door de mededeling van gegevens ook uit te breiden naar de slachtoffers.

Technisch kan deze toegang gerealiseerd worden door dit gedeelte van de gegevens (namelijk de digitale foto's van de voorwerpen) via een afgescheiden en afgeschermd zone (DMZ²²) ter beschikking te stellen. Op die manier wordt een bufferzone gecreëerd tussen het interne en externe netwerk met strenge toegangsvoorschriften. Via een *protected DMZ* kan een hoge beschermingsgraad gerealiseerd worden waarbij de gegevens in die zone worden afgeschermd van aangrenzende netwerken door firewalls en een stringent toegangsbeheer.

Aangezien het openzetten van de ANG via DMZ gepaard gaat met risico's moet uiteraard een gegevensbeschermingseffectbeoordeling (DPIA²³) uitgevoerd worden of een bestaande risicoanalyse m.b.t. ANG bijgewerkt worden.

20. Voor de volledigheid wordt opgemerkt dat de in randnummer 14 gesteld knelpunten met betrekking tot de nodige capaciteit van en middelen bij DRI om de reeds op stapel staande projecten (tijdig) te realiseren ook geldt voor dit voorgestelde alternatief.

21. Anderzijds blijft de ANG een 'algemene gegevensbank' en kan het niet de bedoeling zijn om daarin te specifieke gegevens te verwerken. Ook in dit opzicht is de oprichting van een bijzondere gegevensbank (zeker op de korte en middellange termijn) - en dat kan door ook door gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken van de federale en van de lokale politie - zoals verwoord onder punt A meer verantwoord (gezien de technische of functionele onmogelijkheid om de ANG te voeden)²⁴ en meer te verkiezen dan de hierboven gestelde 'optie ANG'.

Bovendien moet zoals aangegeven één en ander in relatie gezien worden met de aan de gang zijnde openbare aanbesteding voor een volledige modernisering van de politionele informatiehouding door middel van het *I-police* project. Vermits de doelstelling erin bestaat om binnen afzienbare tijd het hele ANG concept te herzien stelt zich de vraag of het überhaupt opportuun is thans nog veel ingrijpende wijzigingen aan de ANG aan te brengen. Vandaar dat het COC deze denkpiste dan ook in uiterst subsidiaire orde aanbrengt.

OM DEZE REDENEN,

²² *Demilitarised zone* (begrip in *IT-security*).

²³ *Data Protection Impact Assessment*.

²⁴ Art. 44/11/3 §2, b) WPA.

Het Controleorgaan op de Politie Informatie,

verzoekt gevolg te geven aan alle opmerkingen van dit advies.

Aldus goedgekeurd door het Controleorgaan op de Politie Informatie op 8 maart 2021.

Voor het Controleorgaan,

De voorzitter,

(get.) Philippe ARNOULD

Frank SCHUERMANS

Lid van het COC

Membre du COC